L'héritage de la common law

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

La réception par la Charte de 1826 et l'Ordonnance de 1878

Les fondements juridiques de la Singapour britannique, retracés dans la partie A, reposent sur la Second Charter of Justice du 27 novembre 1826. La Charte habilitait la nouvelle Court of Judicature à rendre ses jugements « according to Justice and Right ». Les tribunaux ont ensuite interprété cette clause comme introduisant les lois anglaises, la common law et l'equity en vigueur à cette date, dans la mesure où elles convenaient aux conditions locales et pouvaient être appliquées sans injustice.[1] Cette réception a fait de Singapour une juridiction de common law dès sa première décennie, bien avant que la colonie ne dispose de sa propre assemblée législative.

Le droit commercial reçut en 1878 un second fondement, plus spécifique. La Civil Law Ordinance de cette année-là prévoyait que, pour les questions de droit commercial, le droit à appliquer dans les Établissements des Détroits (Straits Settlements) était le même que celui appliqué en Angleterre à la même époque, sauf disposition contraire de la législation locale.[2] Le chapitre I de la partie B a décrit ce que cela signifiait pour les marchands, qui opéraient sous un droit commercial que leurs contreparties londoniennes comprenaient.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Cette règle avait un prix. Son libellé, devenu plus tard la section 5 du Civil Law Act, rendait difficile de savoir quelles lois anglaises s'appliquaient à Singapour à un moment donné. Chaque nouvelle loi anglaise sur la banque, l'assurance ou la vente de marchandises soulevait la question de savoir si elle était tacitement devenue partie du droit singapourien. Après l'indépendance, cette incertitude devint embarrassante pour un État souverain, puisque le contenu de son droit commercial dépendait en partie des décisions d'un Parlement étranger.[3]

L'Application of English Law Act 1993

Le Parlement résolut le problème par l'Application of English Law Act 1993. Cette loi abrogea la section 5 du Civil Law Act le 12 novembre 1993. La section 3 de la nouvelle loi dispose que la common law anglaise, y compris les principes de l'equity, dans la mesure où elle faisait partie du droit singapourien avant cette date, continue d'en faire partie « so far as it is applicable to the circumstances of Singapore and its inhabitants ».[4] Cette réserve permet aux tribunaux singapouriens de modifier les principes reçus lorsque les conditions locales l'exigent.

Les sections 4 et 5 traitent des lois anglaises. Seuls les textes anglais énumérés dans les annexes de la loi s'appliquent à Singapour. La loi précise expressément qu'aucun autre texte anglais ne fait partie du droit singapourien.[5] Cette liste a fermé la porte à la réception automatique. Depuis 1993, une modification de la législation commerciale anglaise ne touche Singapour que si le Parlement singapourien l'adopte. Pour un opérateur commercial, la réforme a remplacé une question ouverte par une liste fermée, soit précisément le type de certitude dont ont besoin les rédacteurs d'un contrat de prêt.

La fin des recours devant le Privy Council et la Practice Statement de 1994

La deuxième étape vers une common law indépendante concernait les tribunaux. Jusqu'en 1994, le Judicial Committee of the Privy Council de Londres resta la juridiction d'appel suprême pour Singapour, comme il l'avait été pour la colonie de la Couronne. Après la création d'une Court of Appeal permanente, le Parlement

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

abolit tous les recours devant le Privy Council avec effet au 8 avril 1994, par le Judicial Committee (Repeal) Act 1994. La Court of Appeal devint ainsi la juridiction d'appel suprême de Singapour.[6]

Trois mois plus tard, la Court of Appeal expliqua comment elle entendait user de sa nouvelle position. Dans une Practice Statement du 11 juillet 1994, elle déclara qu'elle considérerait normalement comme contraignantes ses propres décisions antérieures et celles du Privy Council. Elle s'en écarterait toutefois lorsque s'y tenir « constrain the development of the law in conformity with the circumstances of Singapore ». La cour ajouta qu'elle userait de ce pouvoir avec parcimonie, car un changement rétroactif pourrait porter atteinte aux droits contractuels et réels.[7]

La prudence exprimée dans cette déclaration compte pour la place financière. Une juridiction qui annonce sa liberté de faire évoluer le droit tout en promettant aussitôt de protéger les contrats existants offre aux opérateurs commerciaux à la fois souplesse et stabilité. Cette déclaration est devenue la charte de ce que les juristes singapouriens appellent le développement d'un système juridique autochtone, un droit né à Singapour de racines anglaises.

Une common law singapourienne

Depuis l'indépendance, le droit civil de Singapour s'est développé de manière distincte de la common law anglaise, les décisions anglaises conservant devant les tribunaux singapouriens une autorité persuasive sans les lier.[8] Le chapitre I de la partie F replace cette évolution dans le contexte plus large de l'État de droit. En pratique, les juges singapouriens lisent avec attention les décisions anglaises, australiennes, canadiennes et d'autres pays du Commonwealth, et les suivent souvent. Lorsque le raisonnement ne convient pas à Singapour, ils refusent de le suivre, en citant d'abord leurs propres décisions antérieures. Les principaux traités de droit des contrats singapourien, rédigés par des juges et universitaires singapouriens, sont devenus des ouvrages de référence à part entière.[9]

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Cette évolution s'appuie sur une infrastructure de publication de la jurisprudence. La Singapore Academy of Law publie les Singapore Law Reports, parus pour la première fois en 1992 sous licence exclusive de la Supreme Court, et gère la base de données LawNet. Elle a aussi republié dans des volumes spéciaux des recueils les décisions rendues depuis 1965.[10] Un juriste étranger appelé à conseiller sur le droit singapourien peut donc trouver les sources en anglais, dans une série officielle unique, avec une base de données en ligne couvrant toute la période depuis l'indépendance.

Les tribunaux aujourd'hui

La Supreme Court de Singapour comprend la Court of Appeal et la High Court. En 2021, la High Court a été divisée en une General Division, qui a repris sa compétence de première instance, et une Appellate Division, qui connaît de certains appels civils.[11] La Singapore International Commercial Court (SICC), créée le 5 janvier 2015, siège en tant que division de la General Division et connaît des litiges de nature internationale et commerciale. Elle compte parmi ses juges des juges internationaux issus de pays de droit civil et de common law.[12] Le chapitre III de la partie F examine cette juridiction en détail. Son intérêt ici tient à ce qu'elle ajoute au choix du droit applicable : une partie qui choisit le droit singapourien peut aussi choisir une juridiction singapourienne composée en partie de juges issus des pays de ses contreparties.

Notes

1. Wikipedia, « Law of Singapore » (consulté en novembre 2026) : la Charte conférait « full Power and Authority … to give and pass Judgement and Sentence according to Justice and Right » ; les lois anglaises, la common law et l'equity en vigueur au 27 novembre 1826 s'appliquaient, sauf si elles étaient inadaptées aux circonstances locales. ↩
2. Wikipedia, « Law of Singapore » (consulté en novembre 2026) : la Civil Law Ordinance 1878 exigeait que le droit appliqué « was to be the same as that

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

administered in England at the corresponding period », sauf disposition contraire du droit local. ↩

3. Wikipedia, « Law of Singapore » (consulté en novembre 2026) : le libellé de la disposition rendait difficile de déterminer quelles lois anglaises s'appliquaient ; elle fut abrogée en 1993. ↩
4. Wikipedia, « Law of Singapore » (consulté en novembre 2026) : la section 5 du Civil Law Act fut abrogée le 12 novembre 1993 ; la section 3 de l'Application of English Law Act maintient la common law et l'equity anglaises « so far as it is applicable to the circumstances of Singapore and its inhabitants ». ↩
5. Wikipedia, « Law of Singapore » (consulté en novembre 2026) : seules les lois anglaises énumérées dans les annexes s'appliquent ou continuent de s'appliquer, et « no other English enactment is part of Singapore law ». ↩
6. Wikipedia, « Law of Singapore » (consulté en novembre 2026) : la création d'une Court of Appeal permanente « paved the way for the abolition of all appeals to the Privy Council with effect from 8 April 1994 » ; le Judicial Committee (Repeal) Act 1994 (No. 2 of 1994) abrogea le Judicial Committee Act 1966. Wikipedia, « Supreme Court of Singapore » (consulté en novembre 2026) : « The Court of Appeal became Singapore's final appellate court ». ↩
7. Wikipedia, « Law of Singapore » (consulté en novembre 2026), sur la Practice Statement du 11 juillet 1994 : la Court of Appeal pouvait s'écarter de décisions antérieures lorsque s'y tenir « constrain the development of the law in conformity with the circumstances of Singapore », pouvoir à exercer avec parcimonie compte tenu du risque de porter atteinte rétroactivement aux droits contractuels et réels. ↩
8. Wikipedia, « Law of Singapore » (consulté en novembre 2026) : depuis l'indépendance, « the civil law of Singapore has developed distinctly from the English common law » ; les décisions anglaises sont « not considered binding » mais « are still persuasive ». ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

9. Andrew Phang Boon Leong (éd.), *The Law of Contract in Singapore*, Singapour, Academy Publishing, 2012. ↩
10. Wikipedia, « Law of Singapore » (consulté en novembre 2026) : la Singapore Academy of Law publie les Singapore Law Reports, parus pour la première fois en 1992 « under an exclusive licence from the Supreme Court of Singapore », gère la base de données LawNet et a republié les décisions postérieures à 1965 dans des volumes spéciaux. ↩
11. Wikipedia, « Supreme Court of Singapore » (consulté en novembre 2026) : la Supreme Court comprend la Court of Appeal et la High Court ; en 2021, la High Court a été de fait scindée en une General Division et une Appellate Division, cette dernière disposant d'une compétence décrite comme « only civil appellate jurisdiction ». ↩
12. Wikipedia, « Singapore International Commercial Court » (consulté en novembre 2026) : créée le 5 janvier 2015 ; « a division of the General Division of the Singapore High Court » ; juges internationaux issus de pays de droit civil et de common law ; Singapore Courts, « Singapore International Commercial Court », judiciary.gov.sg (consulté en novembre 2026) : division de la General Division de la High Court connaissant des litiges d'« international and commercial nature ». ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.